



**Redéfinir les relations transatlantiques : des perceptions  
européennes divergentes à la recherche d'une approche stratégique  
commune**

**(2e partie)**

Par **Bruno DUPRE**,  
Directeur de l'Observatoire Europe

***Résumé***

Il est désormais largement admis au sein de l'Union européenne que certaines dépendances vis-à-vis de Washington sont devenues stratégiquement problématiques. Le consensus est en revanche bien moins marqué quant aux mesures à prendre pour y remédier. Bien qu'on observe une convergence progressive des points de vue, cette dynamique doit encore se traduire par des engagements concrets et exploitables.

Il est certain que le débat a considérablement évolué depuis le retour au pouvoir de Donald Trump. Même parmi les pays traditionnellement atlantistes, on reconnaît désormais de plus en plus que l'Europe ne peut plus fonder sa posture stratégique à long terme sur l'hypothèse d'un engagement américain automatique et d'une prévisibilité sans faille. Les États membres qui, historiquement, considéraient avec méfiance les discussions sur l'autonomie stratégique

## **Redéfinir les relations transatlantiques (2e partie)**

européenne reconnaissent de plus en plus que la réduction de certaines dépendances critiques relève moins d'une préférence politique que d'une nécessité stratégique.

Les États membres de l'Union européenne continuent toutefois d'avoir des perceptions très divergentes de la relation transatlantique. Ils ne s'accordent pas sur le rôle que les États-Unis devraient jouer en matière de sécurité européenne, ni sur le degré d'autonomie stratégique que l'Union européenne devrait chercher à développer dans des domaines critiques tels que l'énergie, l'armement, le commerce, le numérique, la technologie, la finance et l'État de droit.

Ces divergences trouvent leurs racines dans la géographie, l'histoire, la culture stratégique, l'exposition économique et les traditions nationales. Malgré des indices clairs montrant que le président Trump cherche à se désengager et à entrer en confrontation sur de nombreuses questions, pour certains États membres de l'UE, notamment en Europe centrale et orientale, les États-Unis restent le garant indispensable de la sécurité territoriale face à l'agression russe. Pour d'autres, notamment dans certaines régions d'Europe occidentale, le défi consiste de plus en plus à réduire les dépendances excessives dans des secteurs critiques et à veiller à ce que l'Europe puisse agir de manière plus autonome dans un monde marqué par une concurrence géopolitique croissante et par l'incertitude quant aux engagements américains à long terme.

À première vue, ces approches divergentes peuvent sembler empêcher l'émergence d'une stratégie européenne cohérente vis-à-vis des États-Unis. Et cela a effectivement été le cas pendant des années. Cependant, les développements de ces dernières années tendent également à démontrer que, malgré leurs différences, les Européens ont su s'accorder sur un certain nombre de réponses communes dans des domaines tels que la coopération en matière de défense, la sécurité énergétique, la politique industrielle, les sanctions et les instruments de protection commerciale. La question n'est donc pas de savoir si une convergence est possible, mais si l'Union européenne peut passer d'une coordination « ad hoc » et réactive à une approche plus structurée et stratégique, capable de rééquilibrer la relation transatlantique.

Ce (deuxième) article sur la redéfinition de la relation transatlantique soutient que la diversité des perceptions européennes à l'égard des États-Unis ne constitue pas en soi le principal obstacle à une stratégie européenne plus cohérente. Le véritable défi consiste à transformer les approches nationales fragmentées, dans tant de domaines, en un cadre collectif et plus structuré qui reconnaisse à la fois la nécessité de préserver l'alliance transatlantique tout en redéfinissant les termes de l'équation et en s'attaquant de toute urgence aux vulnérabilités structurelles de l'Europe. Bien que des progrès importants aient été réalisés, l'Europe devra aller beaucoup plus loin si elle souhaite s'imposer comme un acteur stratégique crédible dans un ordre international de plus en plus transactionnel.

## **I. Perceptions européennes divergentes des relations transatlantiques**

Les divisions européennes concernant les États-Unis ne sont ni nouvelles ni temporaires. Elles reflètent des différences de longue date en matière de culture stratégique, de géographie, d'exposition économique et de perception des menaces entre les États membres. Si les Européens s'accordent de plus en plus sur l'existence de dépendances stratégiques, ils continuent de diverger considérablement sur la question de savoir quelles dépendances sont les plus problématiques, quel est leur degré d'urgence et quel niveau d'autonomie européenne il convient de viser en réponse.

Dans le secteur de la **défense**, les perceptions restent fortement influencées par la géographie et les priorités en matière de sécurité. Pour les pays situés sur le flanc oriental de l'Union, en particulier la Pologne et les États baltes, la dépendance vis-à-vis des capacités militaires américaines est généralement considérée moins comme une vulnérabilité que comme une garantie indispensable de sécurité face à la Russie. Même si les récentes déclarations américaines lors de la Conférence de Munich sur la sécurité ou concernant le Groenland ont sonné l'alarme pour ces pays, leur priorité reste de maintenir un engagement américain maximal en Europe par le biais de l'OTAN, des déploiements avancés, de la défense antimissile et de l'assistance militaire.

À l'inverse, des pays comme la France soutiennent depuis longtemps qu'une dépendance excessive vis-à-vis des moyens militaires américains affaiblit en fin de compte la crédibilité stratégique de l'Europe et limite sa capacité à agir de manière autonome dans des crises où les priorités américaines peuvent diverger. Et juste au milieu de tout cela, on trouve l'Allemagne, fermement attachée à l'OTAN et au parapluie de sécurité américain, tout en admettant que l'Europe doit se doter de capacités de défense accrues et d'une plus grande souveraineté industrielle. Ce qu'on appelle le « pilier européen » de l'OTAN.

La **dépendance énergétique** illustre une autre divergence majeure entre perception et réalité. Les États membres de l'UE ont des points de vue très divergents sur la dépendance énergétique vis-à-vis des États-Unis, en fonction de leur géographie, de leur histoire et de leur culture de sécurité. Le gaz naturel liquéfié (GNL) en est un bon exemple. Les pays baltes, la Pologne et une grande partie de l'Europe de l'Est considèrent généralement la dépendance au GNL américain de manière positive : elle est perçue comme un substitut stratégique à l'énergie russe et comme faisant partie d'une garantie de sécurité américaine plus large.

## Redéfinir les relations transatlantiques (2e partie)

La France a tendance à considérer une dépendance excessive — même vis-à-vis d’alliés — comme un risque pour la souveraineté, privilégiant l’énergie nucléaire, la diversification et l’autonomie énergétique européenne. L’Allemagne occupe une position intermédiaire : après le choc russe, elle a accepté de manière pragmatique les importations massives de GNL américain, tout en restant réticente à l’idée de remplacer une dépendance par une autre. Les États d’Europe du Sud sont généralement plus axés sur les aspects transactionnels et sensibles aux prix, privilégiant l’accessibilité financière et la diversification plutôt que la doctrine géopolitique.

Les États membres de l’UE sont encore plus divisés sur la dépendance vis-à-vis des États-Unis en matière de **numérique** et de **technologie** qu’en matière d’énergie. La France est la plus fervente défenseuse de la « souveraineté numérique », plaidant en faveur du développement des capacités européennes dans les domaines du cloud, de l’IA, des semi-conducteurs et des plateformes afin de réduire la dépendance vis-à-vis des géants américains de la tech. Les pays baltes, les pays nordiques, la Pologne et plusieurs États d’Europe de l’Est sont généralement plus à l’aise avec la domination technologique américaine, considérant les entreprises américaines comme fiables, innovantes et politiquement alignées par rapport aux alternatives chinoises. L’Allemagne se situe une nouvelle fois entre les deux : préoccupée par la dépendance stratégique et la vulnérabilité industrielle, mais réticente à se dissocier des technologies et des écosystèmes américains avec lesquels elle est profondément intégrée. Les pays d’Europe du Sud ont tendance à se concentrer davantage sur la réglementation, l’investissement et l’accès à la technologie que sur la doctrine de la souveraineté en soi. Le clivage sous-jacent réside dans la question de savoir si la dépendance vis-à-vis des États-Unis est considérée principalement comme une vulnérabilité stratégique ou comme une dépendance gérable au sein de l’alliance transatlantique.

En matière de **commerce** et d’**économie**, depuis l’élection du second mandat de Trump et la perspective d’un protectionnisme américain renforcé, les États membres de l’UE se sont montrés plus favorables à une politique industrielle européenne plus forte — mais avec des différences majeures en termes d’ambition. La France prône une approche européenne bien plus interventionniste : « Achetez européen », subventions industrielles, sécurité économique et dépendance réduite tant vis-à-vis des États-Unis que de la Chine. L’Allemagne a considérablement évolué dans cette direction, notamment en matière de résilience industrielle et de chaînes d’approvisionnement, mais reste plus attachée au libre-échange et à une mondialisation axée sur les exportations. C’est l’Allemagne qui a poussé la Commission européenne à adopter ce terme oxymorique : « autonomie stratégique ouverte ».

Les pays nordiques, les pays baltes, l’Irlande et plusieurs économies libérales restent méfiants face à un protectionnisme excessif, craignant une fragmentation du commerce mondial et une surréglementation de l’UE. Les pays d’Europe centrale et orientale se montrent généralement

## **Redéfinir les relations transatlantiques (2e partie)**

pragmatiques : ils soutiennent les investissements industriels et les mesures de sécurité, mais restent fortement attachés à leurs relations économiques avec les États-Unis.

Sur les **questions financières et monétaires**, la France prône depuis longtemps une plus grande souveraineté européenne : un recours accru à l'euro sur la scène internationale, des marchés de capitaux plus profonds et une exposition réduite au dollar américain et aux sanctions extraterritoriales américaines. L'Allemagne a historiquement privilégié l'orthodoxie monétaire et l'ouverture financière mondiale, mais s'est montrée plus réceptive aux arguments en faveur de la souveraineté après des chocs financiers successifs et l'instrumentalisation de la finance. Les États du Nord et fiscalement conservateurs restent prudents face à toute mesure impliquant une mutualisation de la dette, une dynamique d'union de transfert ou une politisation des instruments monétaires. Les États membres d'Europe de l'Est privilégient généralement la stabilité macroéconomique et les liens de sécurité avec les États-Unis par rapport aux débats sur la souveraineté monétaire, beaucoup d'entre eux restant en dehors de la zone euro. Dans l'ensemble, l'incertitude de l'ère Trump a renforcé le soutien en faveur de la « résilience financière européenne », mais il n'existe toujours pas de consensus en faveur d'une puissance financière européenne véritablement autonome, comparable à celle des États-Unis.

Ces divergences ne reflètent pas nécessairement des visions opposées de la relation transatlantique elle-même. Elles révèlent plutôt des appréciations variées du risque, de la dépendance et des priorités stratégiques. Il en résulte un paysage européen complexe dans lequel un consensus sur le diagnostic ne se traduit pas automatiquement par un accord ou des solutions.

## ***II. De la fragmentation à une convergence progressive***

Malgré ces divergences, ces dernières années ont démontré que les Européens sont capables de développer des approches de plus en plus communes lorsqu'ils sont confrontés à des chocs géopolitiques majeurs.

La **guerre en Ukraine** constitue peut-être l'exemple le plus clair des progrès accomplis. Bien que les États membres aient initialement divergé dans leur évaluation du conflit et de l'ampleur du soutien à apporter à Kiev, l'Union européenne a progressivement adopté des mesures sans précédent dans les domaines des sanctions, de l'aide militaire, de la coopération

## **Redéfinir les relations transatlantiques (2e partie)**

industrielle en matière de défense et de la politique énergétique. La mise en place de mécanismes communs d'approvisionnement en munitions, l'augmentation des dépenses de défense dans l'ensemble de l'Union et les discussions autour du renforcement de la base industrielle de défense européenne indiquent toutes une consolidation progressive d'une culture stratégique plus collective. Ces évolutions ne se sont pas produites en opposition à l'OTAN ou aux États-Unis, mais en parallèle avec eux. L'effort de défense européen émergent ne remplace pas l'Alliance ; il est de plus en plus considéré comme un complément nécessaire à celle-ci. Cette évolution suggère que l'autonomie stratégique et la solidarité transatlantique ne sont pas nécessairement contradictoires. Au contraire, une Europe plus performante pourrait, à terme, renforcer la crédibilité et la pérennité de l'Alliance elle-même.

**La politique énergétique** offre une autre illustration de cette convergence progressive. À la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les Européens ont rapidement réduit leur dépendance vis-à-vis des hydrocarbures russes grâce à une combinaison de mesures : diversification, intervention sur le marché, mécanismes d'achat communs, investissements dans les infrastructures et déploiement accéléré des énergies renouvelables. Si cette transition a en partie accru la dépendance de l'Europe vis-à-vis du gaz naturel liquéfié américain, elle a également démontré que les États membres sont capables d'agir collectivement lorsqu'ils sont confrontés à une vulnérabilité stratégique commune. Cette convergence reste toutefois partielle et limitée par des différences nationales persistantes en matière de mix énergétiques et de cultures stratégiques. La France continue de privilégier l'énergie nucléaire comme pilier de sa souveraineté et de sa décarbonisation ; l'Allemagne a misé davantage sur les énergies renouvelables après sa sortie du nucléaire ; plusieurs États d'Europe centrale et orientale restent structurellement dépendants du charbon ou du gaz importé. Les pays d'Europe du Sud se concentrent souvent davantage sur l'accessibilité financière et les interconnexions, tandis que les pays baltes et la Pologne envisagent l'énergie principalement sous l'angle de la sécurité face à la Russie.

En conséquence, la solidarité énergétique européenne s'est renforcée, mais aucune conception pleinement unifiée de la « souveraineté énergétique européenne » n'a encore émergé.

De même, dans **les domaines du commerce et de l'industrie**, l'Union européenne a progressivement adopté une posture plus affirmée. Les instruments visant à lutter contre les subventions étrangères, à protéger les infrastructures critiques, à contrôler les investissements étrangers et à répondre à la coercition économique témoignent d'une volonté croissante de défendre les intérêts européens selon une approche plus géopolitique. Cette convergence reste toutefois limitée, comme l'illustrent les divergences, en évolution mais toujours significatives, entre la France et l'Allemagne, qui animent le reste de l'Union. La France continue de prôner une forme plus explicite de souveraineté économique, incluant la préférence européenne dans les marchés publics stratégiques et des champions industriels plus

## **Redéfinir les relations transatlantiques (2e partie)**

forts au niveau de l'UE, soutenus par des investissements publics soutenus. L'Allemagne, bien que désormais beaucoup plus ouverte à la politique industrielle que par le passé (comme en témoigne sa coopération avec la France dans les domaines de l'hydrogène, des batteries et des semi-conducteurs), a tendance à l'envisager sous l'angle de la compétitivité et de la résilience, en privilégiant des subventions ciblées et des garanties strictes pour l'intégrité du marché unique.

**Les domaines du numérique et de la technologie** illustrent également cette tendance à une convergence progressive. Bien que les États membres continuent de diverger quant à l'équilibre entre ouverture et souveraineté, il est de plus en plus largement admis que la dépendance technologique ne peut plus être considérée uniquement comme une question économique. Les pénuries de semi-conducteurs, les tensions autour des infrastructures 5G, les préoccupations relatives à la gouvernance des données et l'expansion rapide de l'intelligence artificielle ont progressivement transformé la politique numérique en un élément central de la concurrence géopolitique. En conséquence, des initiatives qui auraient semblé politiquement irréalistes il y a seulement quelques années — telles que la loi européenne sur les puces électroniques (European Chips Act), les mécanismes coordonnés de contrôle des investissements, les normes communes en matière de cybersécurité ou les discussions sur les infrastructures cloud souveraines — ont progressivement gagné du terrain au niveau européen. Si d'importantes divergences subsistent quant au degré de réglementation, à l'intervention industrielle et aux relations avec les écosystèmes technologiques américains et chinois, la tendance générale témoigne d'une volonté croissante de considérer la résilience technologique comme un objectif stratégique collectif plutôt que comme une question purement nationale ou dictée par le marché.

**Les politiques financières et monétaires** révèlent une évolution similaire, bien que plus prudente. Alors que les États membres continuent de diverger sur la mesure dans laquelle l'Europe devrait rechercher une plus grande autonomie vis-à-vis des systèmes financiers basés sur le dollar, le recours répété aux sanctions, aux contrôles à l'exportation et aux restrictions financières dans le cadre de la concurrence géopolitique a progressivement renforcé la prise de conscience des vulnérabilités de l'Europe. Les débats autour du rôle international de l'euro, des systèmes de paiement européens, de l'Union des marchés des capitaux et de la protection des infrastructures financières critiques se sont donc généralisés. Là encore, les sensibilités nationales divergent considérablement. La France a traditionnellement plaidé en faveur d'un rôle international plus marqué de l'euro et d'une plus grande souveraineté financière européenne, notamment en réaction aux effets extraterritoriaux des sanctions américaines. D'autres États membres, en particulier ceux dont les économies sont profondément intégrées aux marchés financiers transatlantiques, se sont souvent montrés plus

## **Redéfinir les relations transatlantiques (2e partie)**

prudents, craignant qu'une insistance excessive sur l'autonomie n'affaiblisse la confiance des investisseurs ou ne fragmente l'intégration financière mondiale. Néanmoins, les récents développements géopolitiques ont progressivement renforcé l'idée selon laquelle la dépendance financière peut engendrer des contraintes stratégiques comparables à celles observées dans les domaines de l'énergie ou de la technologie.

\*

\*

\*

Ce qui ressort de ces différents secteurs, ce n'est pas la disparition des divergences nationales, mais plutôt la construction progressive d'une vision commune selon laquelle des dépendances excessives peuvent générer des vulnérabilités politiques et stratégiques. Il est important de noter que cette convergence s'est souvent opérée moins par un alignement idéologique que par des crises successives qui ont mis en évidence la fragilité des modèles d'interdépendance existants. Les États membres de l'Union européenne ont donc eu tendance à avancer de manière pragmatique et progressive. Plutôt que d'adopter une seule et même grande doctrine d'autonomie stratégique, ils ont progressivement développé des formes de coordination spécifiques à chaque enjeu, en réponse à des vulnérabilités concrètes. Cette approche reste imparfaite et inégale, mais elle a néanmoins entraîné des changements significatifs dans des domaines tels que la coopération en matière de défense, la diversification énergétique, les instruments de protection commerciale, la politique industrielle et la réglementation technologique. Le défi consiste désormais à déterminer si ces convergences sectorielles peuvent évoluer vers un cadre stratégique à long terme plus cohérent, capable de rééquilibrer la relation transatlantique tout en préservant ses fondements essentiels

## **Conclusion**

Le débat sur les relations entre l'Europe et les États-Unis entre dans une nouvelle phase. La question n'est plus de savoir si les Européens reconnaissent l'existence de dépendances structurelles vis-à-vis de Washington. La plupart le font désormais, y compris les pays qui considéraient traditionnellement les discussions sur l'autonomie stratégique avec scepticisme. La véritable question est de savoir si l'Union européenne peut développer la cohésion politique et les instruments stratégiques nécessaires pour remédier collectivement à ces vulnérabilités. La diversité des perceptions nationales concernant la relation transatlantique restera une caractéristique déterminante du débat européen. La géographie, l'expérience historique,

## **Redéfinir les relations transatlantiques (2e partie)**

l'exposition économique et les priorités en matière de sécurité continueront de façonner les approches nationales. Pourtant, les crises récentes ont également démontré que la convergence est possible lorsque les Européens perçoivent les vulnérabilités comme suffisamment critiques. Des progrès importants ont déjà été réalisés en matière de coopération de défense, de diversification énergétique, de politique industrielle, de mécanismes de protection commerciale et de réglementation technologique. Cependant, ces efforts restent incomplets et souvent réactifs. Si l'Europe souhaite préserver à la fois la force de l'alliance transatlantique et sa propre crédibilité stratégique, elle devra passer d'une coordination « ad hoc » à une stratégie plus structurée et à long terme. En fin de compte, l'avenir des relations transatlantiques pourrait dépendre moins de déclarations de loyauté politique que de la capacité de l'Europe à devenir un partenaire plus fort, plus résilient et plus autonome. Dans un environnement international de plus en plus concurrentiel et transactionnel, la dépendance stratégique entraîne des coûts politiques croissants. Réduire ces vulnérabilités ne revient donc pas à rejeter l'alliance avec les États-Unis ; cela devient de plus en plus l'une des conditions de son renouveau et de sa viabilité à long terme, dans un esprit de réciprocité.

**7 juillet 2026**